

La Bonne Idée

Répertoire 2004

Répertoire des histoires à succès



Le Mouvement Acadien des Communautés en Santé relève le défi

En analysant le parcours du Mouvement Acadien des Communautés en Santé du Nouveau-Brunswick (MACS-NB), on se rend compte que ce réseau est en plein essor et est devenu inévitablement une très belle histoire à succès.

Le MACS-NB n'a jamais cessé de graver les échelons, au point où en 2004, pas moins de 23 Communautés et Organisations en santé sont membres du mouvement. De plus, l'organisme a véritablement positionné les communautés dans l'enjeu de la Santé et du Mieux-Être en français. La preuve, c'est que le MACS-NB représente maintenant les intérêts des communautés au sein de la Société Santé et Mieux-Être en français du Nouveau-Brunswick et de la Société Santé en français du Canada, tout en coordonnant le nouveau Réseau-action communautaire du N.-B. En plus, le mouvement fait partie du Forum provincial de concertation des organismes acadiens.

« Il est vrai que nous avons fait un bon bout de chemin depuis notre réunion de fondation à Bouctouche en octobre 1999, a confié la coordonnatrice, Barbara Losier. Nous savions qu'un mouvement comme le nôtre avait sa place au sein de la collectivité acadienne et je crois sincèrement que nous l'avons démontré. La vision de la santé et du mieux-être que nous préconisons est beaucoup mieux comprise aujourd'hui au Nouveau-Brunswick. »

L'équipe du MACS-NB se réjouit aussi du nombre de partenariats qui se sont tissés au fil des ans.

« Nous nous sentons de plus en plus appuyés dans nos actions. Le MACS-NB a toujours mis sur la concertation et le partenariat pour faire avancer la stratégie locale orientée vers le concept de Communauté en santé. C'est une stratégie qui place les citoyens et les citoyennes au cœur même de la démarche ».

Un outil d'information précieux

Outre ces nombreuses réalisations, l'équipe du

MACS-NB se félicite du lancement, en 2003, de la nouvelle publication le RéseauMACS. Ce véhicule d'information a permis au mouvement de développer des liens plus étroits avec ses Communautés et Organisations en santé membres, tout en augmentant sa visibilité. « Nous sommes aussi très fiers de publier le présent répertoire des 23 histoires à succès de nos membres. Ce document démontre clairement la vitalité

MACS-NB aimerait remercier Santé Canada, Patrimoine Canadien et le ministère provincial des Relations intergouvernementales et internationales pour leur soutien tout au long de son développement.

Un brin d'histoire

Il serait approprié de revenir brièvement en arrière pour comprendre les circonstances qui ont entouré la mise sur pied du MACS-NB. En 1996, la SAANB, l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick et le Centre de Bénévolat de la Péninsule Acadienne conjuguent leurs efforts pour encourager un virage vers la prise en charge de la santé et du mieux-être.

Forts de l'appui de Santé Canada, un projet pilote est démarré pour expérimenter la stratégie « Communauté en Santé » dans une ville et un village de la Péninsule acadienne. Saint-Isidore et Lamèque deviennent les communautés d'accueil du projet pilote.

L'expérience s'avère concluante et on assiste à une montée de l'intérêt parmi les autres communautés de la Péninsule acadienne et ailleurs dans la province. Deux symposiums sur les Communautés en Santé sont tenus, l'un en 1997 à Dieppe et l'autre en 1998 à Edmundston. L'intérêt des délégués à mettre sur pied un réseau provincial est manifeste et on assiste en 1999, à Bouctouche, à la réunion de fondation du MACS-NB. Depuis, le MACS-NB fait son chemin en gagnant en visibilité et en crédibilité comme acteur du mieux-être collectif en Acadie du N.-B.

« Certes, cette belle réussite est attribuable à un bon nombre de personnes, mais on doit rendre un hommage particulier à MM. Léo-Paul Pinet, Réginald Paulin et Jacques Léger qui ont déployé tous les efforts inimaginables pour assurer le démarrage du MACS-NB. Ils ont droit à toute notre reconnaissance et ils méritent pleinement leur titre de membres honoraires de notre réseau », a indiqué, en conclusion, Mme Losier.



*Le lancement de la nouvelle revue
« Le Réseau MACS » en 2003 a eu pour effet
de développer des liens plus étroits avec
les Communautés et Organisations en santé,
tout en augmentant la visibilité du mouvement.
L'équipe du MACS-NB est bien fière de sa
nouvelle revue d'information.*

qui anime les gens de nos communautés. »

Si le MACS-NB parvient à réaliser autant de projets et à atteindre ses objectifs, c'est parce que les gens oeuvrant au sein des différents paliers gouvernementaux croient profondément à sa mission. À cet égard, le

L'église classée monument historique provincial

Membre du Comité de gestion de la paroisse, Mme Gaétanne Noël est fière de l'inscription de l'église paroissiale Ste-Rose-de-Lima à titre de monument historique. Elle raconte qu'en l'an 2000, le comité du District de services locaux de Sainte-Rose et le comité de gestion de la paroisse, guidés par le père Edmond Richard, ont entrepris des démarches au niveau provincial dans le but d'obtenir cette reconnaissance officielle. La demande a été accordée en l'an 2001 et une plaque commémorative a été dévoilée l'année suivante.

À la demande de Sœur Rachel Thériault, l'historien Fidèle Thériault est venu sur place pour évaluer la valeur historique de l'église. Afin d'inscrire un édifice à titre de monument historique, certaines normes doivent être respectées. La religieuse a joué un grand rôle dans cette démarche de reconnaissance. La particularité de l'église de Sainte-Rose consiste en des centaines d'éléments en bois sculpté de style gothique, tous réalisés individuellement à la main. L'intérieur présente un décor essentiellement de bois verni; le revêtement extérieur actuel dissimule une surface en bardeaux de cèdre, comme il était de mise à l'époque. Terminée au début du siècle dernier, l'église a subi quelques malheureuses transformations. La balustrade, le maître-autel et plusieurs autres éléments qui constituaient des



Comme on peut le constater sur cette photo, l'intérieur de l'église est absolument sublime.

œuvres uniques, ont été supprimés lors de l'application du Concile Vatican II, dans les années 60.

On souhaite une reconnaissance au niveau national

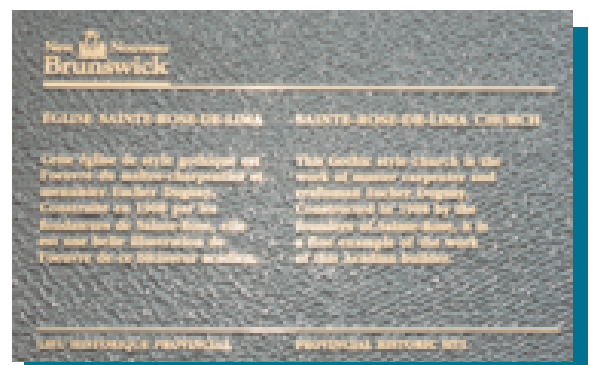
Grâce à la reconnaissance à titre de monument historique provincial, les constituantes de l'église sont maintenant protégées. La prochaine étape consiste en une démarche auprès de Patrimoine Canada pour une reconnaissance au niveau de toute la nation.

L'édifice est l'œuvre du maître-charpentier et menuisier Eucher Duguay. Les premiers plans de l'église paroissiale étaient bien sommaires : une grande salle au toit supporté par des colonnes. En 1908, Monsieur Duguay entreprenait la construction de l'édifice. Grâce à sa créativité et à ses habiletés, il est parvenu à juxtaposer un clocher à l'extérieur et à installer un jubé dans l'église. L'artisan s'est appliqué à sculpter individuellement tous

les détails gothiques qui enjolivent les éléments de l'église. Pour la réalisation des arcs gothiques, il a dû chauffer à la vapeur de grandes pièces de charpenterie et leur donner la courbe désirée. Mme Noël ajoute que les pièces de la charpente de l'église, provenant des boisés de Sainte-Rose, ont été sciées par le tout premier moulin à scie (Rose Bank). « La solidité de l'édifice témoigne du savoir-faire du maître-charpentier et de tous nos vaillants bâtisseurs qui ont donné bénévolement de leur temps à bâtir cet élément de notre patrimoine », confirme-t-elle.



Vue extérieure de cette église qui est devenue un symbole de fierté pour tous les résidants.



Une plaque officialisant l'église Sainte-Rose-de-Lima comme lieu historique provincial a été érigée au cours d'une cérémonie spéciale.

MOUVEMENT ACADIEN
DES COMMUNAUTÉS EN SANTÉ
DU NOUVEAU-BRUNSWICK



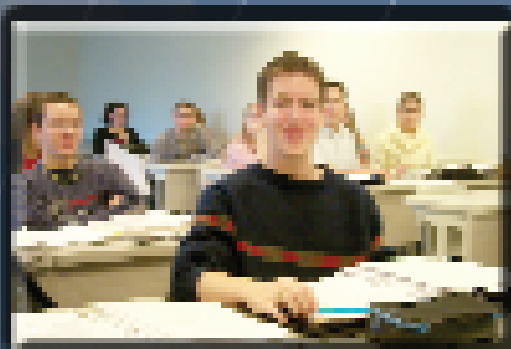
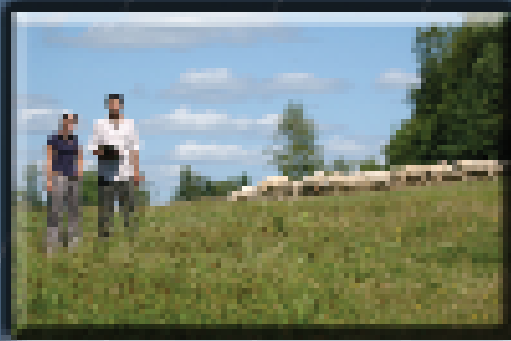
Vivez l'expérience!

Devenez une
COMMUNAUTÉ
ou une
ORGANISATION EN SANTÉ

*Joignez les rangs du Mouvement Acadien des
Communautés en Santé du Nouveau-Brunswick*

*« Seul, on va plus vite, mais
ensemble, on va plus loin... »*

Revue Développement social. Juin 2003.



Mouvement Acadien des Communautés en Santé du Nouveau-Brunswick MACS-NB

220, boulevard St-Pierre O, pièce 215, Caraquet, N.-B. E1W 1A5

Tél. : (506) 727-5667 • Téléc. : (506) 727-0899 • Courriel : macsnb@nb.sympatico.ca

Billet du Président



Robert Frenette

Un important projet devenu réalité

C'est avec beaucoup de fierté que je m'adresse à vous tous par le biais du premier répertoire des histoires à succès de notre mouvement. Je suis content parce que c'est un projet sur lequel nous travaillons depuis longtemps et qu'il est maintenant devenu réalité. Ce répertoire nous tenait à cœur puisque nous sommes convaincus que la distribution de cet outil suscitera un intérêt afin que d'autres initiatives du même genre se réalisent dans le futur. De plus, vous avez entre vos mains, des exemples concrets, concoctés par nos 23 Communautés et Organisations en Santé, qui vont dans le sens d'une amélioration du mieux-être.

En passant en revue le répertoire, on remarque immédiatement le dynamisme et la vitalité qui animent chacun de nos membres. Cet engagement pour l'évolution de notre concept de Communautés en santé est tout à votre honneur et permettez-moi, au nom du conseil d'administration, de vous féliciter.

Les histoires à succès, publiées dans cette brochure, sont à la fois pertinentes et fort intéressantes. Ce projet n'aurait pu se réaliser sans votre collaboration et nous tenons à vous en remercier.

Grâce à cette initiative, le MACS-NB dispose maintenant d'un outil majeur de promotion du concept de Communautés en santé. En plus d'aider au recrutement de nouveaux membres, ce document va promouvoir nos actions et notre réseau de partenariats en faveur de la santé et du mieux-être collectifs en Acadie du Nouveau-Brunswick. Et plus important encore, le répertoire est un modèle de réussite de nos gens. C'est vraiment exceptionnel!

Nos objectifs

En vous remémorant les objectifs qui ont motivé le MACS-NB à publier le répertoire, vous comprendrez à quel point ce nouvel outil de promotion sera d'une grande utilité pour notre mouvement.

- Nous avons voulu faire la promotion de nos bonnes idées dans l'espoir de créer un effet d'entraînement gagnant partout dans les régions;
- Il était important pour nous de mettre en valeur les bons coups réalisés en faveur de la santé et du mieux-être sur le plan local;
- Nous voulions aussi partager nos bonnes idées afin de stimuler la prise en charge de la santé et du mieux-être par les populations et les communautés locales;
- Et finalement, en publiant une variété d'idées innovatrices, nous croyons que cela suscitera un nouvel intérêt pour l'engagement communautaire.

J'ai la conviction que nous allons atteindre nos objectifs. À vous tous, je vous dis BRAVO et n'hésitez pas à faire circuler avec fierté notre premier répertoire.

Cette brochure est rendue possible grâce à l'appui de

Ministère des Relations
intergouvernementales
et internationales

New Brunswick
Nouveau Brunswick

Membres du conseil d'administration 2003-2004

Robert Frenette (Dieppe), Roger Martin (Miramichi), Noëlla Robichaud (Saint-Isidore), Robert Cyr (Edmundston), Nathalie Boivin (Bathurst), Claire Bossé (Saint-Quentin) et Murielle Gallien (Centre-Péninsule).

Personnel

Barbara Losier, Directrice générale et Nadine Bertin, Adjointe administrative.

Table des matières

Le programme « Comment ça va ? » du Campus universitaire de Shippagan.	5
Les résidences Saint-François... une belle réalisation.	6
La culture et la langue française vont rayonner grâce à MirAcadie.	7
L'organisme Avantage Saint John Avantage occupe une place importante.	8
Le Centre communautaire Sainte-Anne de Fredericton... un actif précieux pour les francophones. ...	9
La ville de Saint-Quentin se soucie de l'environnement	10
Une politique culturelle qui est tout à l'honneur de la ville d'Edmundston.	11
Pokemouche prend bien soin de sa merveilleuse rivière.	12
Beresford organise avec éclat la fête des cerfs-volants.	13
De belles installations récréatives dans les cours d'école de Dieppe.	14
Les familles apprécient le Centre de ressources familiales de la Péninsule acadienne.	15
Un beau geste de générosité de la part des étudiants du CESAB.	16
La ville de Caraquet peut être fière de son nouveau Centre culturel.	17
Des pêcheurs bénévoles remettent le quai d'Inkerman en bon état.	18
La municipalité de Paquetville innove avec son Centre du Savoir.	19
Un message d'espoir qui a fait du bien aux adolescents de la grande région de Lamèque.	20
Programme en agroforesterie : Le CCNB-Edmundston a fait preuve de leadership.	21
Concertation rurale Centre-Péninsule... un bel exemple de détermination.	22
Le RCS-Bathurst publie un guide pour favoriser la santé de nos étudiants dans les écoles.	23
La Coalition du loisir et de la qualité de vie prend sa place à Shippagan.	24
Le Parc des Sources et le camp d'été... deux belles réussites pour Saint-Isidore.	25
Un parc de planches à roulettes qui fait plaisir aux jeunes de Saint-Antoine.	26
L'église de Sainte-Rose mérite son statut de monument historique provincial.	27
Devenez membre du Mouvement Acadien des Communautés en Santé du Nouveau-Brunswick.	28



Rédacteur

Bertin Couturier
Courriel : bcouture@nbnet.nb.ca

Téléphone : 727-4421

Collaborateurs

Membres du MACS-NB

Montage

René Gionet, graphiste

Siège social

Mouvement Acadien des Communautés en Santé du
Nouveau-Brunswick MACS-NB
220, boulevard St-Pierre O, pièce 215
Caraquet, N.-B. E1W 1A5

Tél. : (506) 727-5667 • Téléc. : (506) 727-0899
Courriel : macsnb@nb.sympatico.ca

Le Parc des Sources et le camp d'été pour les jeunes... deux beaux succès

La qualité de vie des gens est une priorité importante à Saint-Isidore. Depuis quelques années, des initiatives axées sur la détente, le plein air et l'aspect récréatif ont été mises de l'avant par la municipalité.

Le village de Saint-Isidore est propriétaire du Parc des Sources, situé à l'arrière du Complexe Léopold



Thériault. C'est un endroit reposant qui permet aux résidents de profiter du bon air et de découvrir les sentiers naturels et écologiques. C'est un site qui est fort apprécié par la population. C'est là que se tiennent les événements marquants, comme la fête du Canada et celle du 15 août.

Un autre projet digne de mention à Saint-Isidore est le camp d'été pour les jeunes. On peut y accueillir jusqu'à 50 participants durant la saison estivale, et ce sur une période de six semaines. Grâce à des projets, des étudiants sont embauchés

pour assurer le bon déroulement du camp d'été. Mme Noëlla Robichaud, conseillère municipale au Village de Saint-Isidore, mentionne qu'il ne coûte pratiquement rien aux parents pour inscrire leurs enfants. « C'est un camp très éducatif où nos jeunes s'adonnent à la peinture, au bricolage et à diverses activités récréatives. C'est vraiment un beau programme qui plaît à nos participants et aux parents », dit-elle.

Un travail collectif

Mme Robichaud rappelle les étapes qui ont mené à la réalisation du Parc des Sources et du camp d'été. « Au début, la municipalité de Saint-Isidore fut désignée avec la ville de Lamèque pour entreprendre un projet-pilote afin d'adapter le concept de Communauté en Santé au N.-B. A Saint-Isidore, le comité a pris le nom de Saint-Isidore

Pendant la saison automnale, nous avons fait une corvée communautaire pour la plantation d'arbres et de fleurs vivaces au Parc des Sources. Chacune des associations et même des familles y ont planté leurs arbres identifiés à leur nom. Une activité qui a suscité beaucoup d'intérêt dans la communauté.

Communauté en Santé et a amorcé son travail par une consultation populaire. A l'automne 1997, le comité a décidé de tenir un forum d'échange et d'information d'une journée pour la population, et ce en collaboration avec les Districts de services locaux (DSL)

avoisinants et les organismes sans but lucratif de la paroisse.

À cette rencontre, les participants étaient invités à prendre part à différents ateliers pour analyser les idées reçues lors de la consultation. Plusieurs sujets ont été abordés durant la journée et les gens étaient invités à soumettre leurs commentaires. Suite à la discussion, Saint-



Isidore a arrêté son choix sur deux projets bien précis, soit la tenue d'un camp d'été pour les jeunes et le Parc des Sources, où les sentiers naturels et écologiques seraient mis en évidence. Dès cet instant, nous nous sommes mis au

travail et nous avons atteint notre objectif. » Voilà un bel exemple d'une communauté qui a réussi à se mobiliser afin de réaliser deux projets majeurs qui continuent de contribuer au mieux-être de la population.

RÉFLEXION !

« La qualité de vie dans une communauté est égale aux chances de bonheur pour les personnes qui y vivent. »

Bernard LANDRY, ex Premier Ministre du Québec.

• • SHIPPAGAN • •

La Coalition du loisir et de la qualité de vie joue un rôle important

On peut faire bien des choses lorsqu'un groupe de personnes décide d'amorcer un véritable dialogue et de travailler vers un objectif commun. Le service des loisirs de la Ville de Shippagan en a fait une belle démonstration en 2001 lorsqu'il a organisé une rencontre majeure impliquant une quarantaine de personnes oeuvrant dans le domaine social et communautaire.

Sous l'initiative du coordonnateur, Jules Desylva, les personnes présentes à la réunion représentaient une vingtaine d'organismes. Après discussion et réflexion, l'assemblée a voté pour la mise sur pied de la Coalition du loisir et de la qualité de vie à

nantes afin d'améliorer la qualité de vie en passant par les loisirs (mission).

Publication d'un répertoire, calendrier d'activités, etc.

La Coalition du loisir et de la qualité de vie à Shippagan n'a pas tardé à faire ses preuves. Selon M. Desylva, l'organisme compte déjà plusieurs réalisations dont la publication d'un répertoire comprenant les noms de tous les responsables des organismes et intervenants oeuvrant dans le milieu des loisirs et la distribution d'un calendrier d'activités destiné à la population de Shippagan et des environs.

une banque de données afin de maximiser tout le potentiel humain que l'on retrouve dans la communauté. D'ailleurs, cette campagne se poursuit jusqu'à la période estivale afin de rejoindre le plus grand nombre de personnes possible.

La première démarche a été de démarrer la campagne avec des affiches et des formulaires. La seconde étape consiste à faire du porte à porte dans la municipalité. Ce travail sera l'œuvre d'un groupe d'étudiants embauchés pendant la saison estivale.

Jules Desylva est d'avis qu'il est important que les citoyens prennent leur place dans la communauté en s'impliquant davantage dans l'organisation civique et communautaire. « Le bénévolat est peut-être moins populaire mais il est nécessaire plus que jamais! »



Shippagan, une première pour cette municipalité. C'est une coalition qui se veut une table de concertation et d'action pour la réalisation de divers projets dont l'objectif ultime est d'améliorer la qualité de vie des citoyens et citoyennes.

La vision et la mission de cette coalition ont été définies comme suit : Améliorer la qualité de vie des citoyens de Shippagan et des environs (vision) et unir les forces de la ville et des régions avois-

Dans la même voie, sûrement inspiré par ce regroupement, un groupe de personnes s'est impliqué dans l'organisation d'un carnaval hivernal en 2003, un événement qui figurait dans les priorités de la coalition.

Ensuite, pour rejoindre une autre priorité établie en 2001, le département des loisirs de la ville, en collaboration avec la coalition, a lancé une campagne de recrutement de bénévoles dans le but d'établir

RÉFLEXION !

« La solidarité est la seule arme du peuple. »

Michel CHARTRAND, syndicaliste

Le programme « Comment ça va ? » est apprécié par la communauté étudiante



Comment ça va ? »

Cette formule quotidienne de politesse, a pris tout son sens à l'Université de Moncton, campus de Shippagan.

Depuis maintenant huit ans, ce programme

d'aide pédagogique et sociale aura soutenu les étudiants à leur première expérience universitaire, possiblement intimidés par la nouvelle aventure que représentent les études universitaires.

« Ce programme contribue à diminuer le nombre d'échecs et le taux d'abandon chez nos étudiants de première année. Lorsqu'un étudiant entreprend les études universitaires, et s'il est un peu introverti, il a tendance à croire qu'il est seul au monde. Avec «Comment ça va ? », les étudiants ont le sentiment qu'on s'occupe d'eux », a expliqué Ronald Duguay, directeur des services aux étudiants et du recrutement de l'Université de Moncton, campus de Shippagan.

À l'écoute de leurs besoins

Ainsi, dès ses premiers pas à l'université, l'étudiant n'est pas laissé à lui-même. Le service responsable du programme communique avec lui et s'informe sur son adaptation à un milieu qui n'est pas toujours de tout repos.

« Par exemple, on peut s'informer sur le plan pédagogique et lui prodiguer des conseils sur de

bonnes méthodes de travail. On s'informe aussi sur ce qui se passe en dehors des cours; comment se débrouille-t-il avec le logement, les repas, le cercle d'amis, le support moral, son état de santé, etc. Nous avons une ressource exclusivement réservée au programme », précise M. Duguay.



À au moins trois reprises à la fin septembre et au début octobre, on tente d'entrer en communication avec l'étudiant. C'est sur une base volontaire que les étudiants participent au programme et les informations recueillies demeurent confidentielles. À chaque année, entre 75 % et 80 % des étudiants de première année acceptent de participer au programme «Comment ça va?». C'est un programme qui est également appliqué sur les campus d'Edmundston et de Moncton.

« On peut aussi bien aider l'étudiant dans la prise de notes pendant les cours que dans la gestion de son temps. À l'université, les jeunes ont besoin de recevoir beaucoup d'appui. Il faut comprendre que l'adaptation est bien différente du secondaire et ça roule vite », a précisé M. Duguay.

« Comment ça va ? » Une formule et un programme qui permettent d'accompagner positivement le nouvel arrivant dans sa vie universitaire... pour que ça aille « bien merci! ».

La communauté étudiante de l'Université de Moncton, campus de Shippagan, apprécie le soutien des dirigeants de l'institution par l'entremise du programme « Comment ça va ? ».



Les Résidences pour personnes âgées sont l'aboutissement d'un grand rêve

La présence dans la communauté de l'édifice connu sous le nom des Résidences Saint-François pour personnes âgées, démontre que lorsqu'il ne semble plus y avoir de solution, il est encore possible de rêver et de continuer à entretenir des espoirs.

À un certain moment, un citoyen est allé cogner à la porte d'Ernest Sirois pour lui annoncer qu'après dix ans de travail, le comité qui désirait construire un foyer de soins dans cette municipalité, laissait tomber le projet, faute de moyens.

« Ce n'est pas par manque d'efforts si le premier projet d'un foyer de soins n'a jamais vu le jour. Nous avons besoin de ce type d'infrastructure dans la municipalité et je trouvais dommage que le projet tombe à l'eau. Nous avons décidé de ramener ce dossier sur le tapis, nous l'avons modifié un peu et avons finalement abouti à quelque chose de très bien », se souvient M. Sirois, qui donne le crédit entier à toute la communauté et au conseil d'administration actuel dirigé par Hermel Bouchard.

Les Résidences Saint-François comptent dix unités pour personnes âgées autonomes. Chaque appartement contient une cuisine, un salon, une salle de bain et une ou deux chambres, selon les besoins. Grâce au



Sur la photo, par ordre habituel, à l'avant : Gisèle Landry, Hermel Bouchard et Marjolaine Michaud. Debout : Le maire, Ernest Sirois, Raoul Cyr, Léona Landry, Camille Landry et Renald Landry.

soutien d'Habitation Nouveau-Brunswick, cinq de ces unités avaient déjà trouvé preneurs avant même que soit clouée la première planche.

Un beau projet collectif

« Il nous a fallu beaucoup d'efforts pour en arriver à un résultat exceptionnel. Le projet a rallié la communauté et nous avons reçu l'aide nécessaire du gouvernement et de plusieurs partenaires. Aujourd'hui,

les Résidences Saint-François sont une source de fierté pour la municipalité », de dire le maire Sirois. Le projet a nécessité un investissement de 800 000 \$ et les coûts annuels d'exploitation se chiffrent à environ 53 000 \$. Une corporation à but non lucratif, formée de neuf membres de la communauté, assure la bonne gestion des installations.

Bref, l'étincelle, qui était quasiment éteinte au moment où M. Sirois a pris le flambeau, s'est rallumée de tous ses feux grâce à l'ardeur au travail et à la volonté d'une communauté qui croyait à la réussite



Cet établissement pour personnes âgées, qui a vu le jour grâce à la mobilisation de la communauté de Saint-François, est absolument splendide.

Publication d'un guide « Une école en santé, c'est à nous d'y croire! »

Le Réseau Communauté en Santé de Bathurst (RCS-Bathurst) s'intéresse à l'activité physique, à la nutrition et à la santé de nos jeunes en général dans les écoles. Le réseau vient de poser un geste tangible en ce sens en publiant un guide intitulé « Une école en santé, c'est à nous d'y croire! ».

Nathalie Boivin, du RCS-Bathurst, est l'initiatrice du projet. Elle souhaite que le guide, destiné aux élèves de la 6^e à la 8^e années, devienne un tremplin pour la mise sur pied de comités de santé dans les écoles avec la collaboration d'un parent et d'une personne employée par l'institution. Cette initiative unique est une suite logique du travail amorcé en 2001 par le réseau. On a alors entrepris un projet pilote de 21 mois qui a permis la création de comités de santé dans quatre écoles de la Péninsule acadienne et de la région Chaleur.

L'objectif de départ était d'amener les élèves à prendre une part active à la création d'un environnement scolaire dans lequel il devient facile et amusant d'être en santé. Ce que les élèves ont identifié comme thèmes sur lesquels travailler pour y arriver étaient: inciter les élèves à être plus actifs et à manger mieux. Ce projet pilote a rencontré tous ses objectifs.

Le travail ne fait que commencer

Croyant fermement à la pertinence et à l'utilité de poursuivre le projet, Mme Boivin et son équipe n'ont ménagé aucun effort depuis la publication du guide. Dès sa sortie, on a amorcé une tournée dans certaines écoles francophones et d'immersion française pour rencontrer sur le terrain les premiers concernés, les étudiants. Le réseau s'est arrêté aux écoles d'Edmundston, Saint-Hidore, Moncton, Fredericton, Beresford et Shippagan.

« Des ateliers ont été offerts dans chacune de ces écoles et la réception a été excellente. Les étudiants ont posé bien des questions et ont semblé apprécier la



Voici la page couverture du Guide pratique pour organiser un comité de santé à l'école.

manière dont le guide a été conçu. On a confiance que le message circulera parmi les étudiants, les enseignants et les directions d'écoles », a-t-elle déclaré.

Troisième phase du projet

Après la publication du guide, le Réseau Communauté en Santé de Bathurst est prêt à passer à la prochaine étape, en espérant que la Stratégie canadienne de prévention du diabète de type 2 de Santé Canada acceptera de poursuivre son financement dans cette belle aventure.

Le prochain geste posé par le réseau sera de procéder à l'embauche d'un coordonnateur provincial pour assurer un service d'accompagnement dans les écoles. Comme l'a expliqué Nathalie Boivin, c'est bien beau de produire un guide et de le rendre

disponible, mais il serait intéressant d'avoir une personne-ressource pour soutenir les comités de santé qui sont déjà en place dans les écoles.

« Ça nous prend assurément une personne sur le terrain pour poursuivre le travail. En plus du service d'accompagnement, le coordonnateur aura aussi le mandat de visiter chacune des écoles francophones et d'immersion française de la province afin de promouvoir et d'expliquer les grands objectifs derrière cette initiative. » Outre l'embauche du coordonnateur, si le RCS-Bathurst obtient le financement, on a l'intention de créer un site internet. Les comités de santé dans les écoles pourraient se servir de cet outil pour échanger de l'information, se donner des trucs et entretenir un dialogue sur une base régulière.

« Ce serait vraiment plaisant de poursuivre notre projet, avoue Mme Boivin. Le réseau a fait un bon bout de chemin jusqu'à présent et nous souhaitons nous rendre jusqu'au bout. Nous allons nous croiser les doigts pour que Santé Canada accepte notre demande de financement ». Nous le souhaitons tous, car ce projet du Réseau Communauté en Santé de Bathurst mérite que les instances gouvernementales l'apprécient à sa juste valeur. Il en va de la santé de nos jeunes...

RÉFLEXION !

« J'ai fait un peu de bien ; c'est mon meilleur ouvrage. »

VOLTAIRE, Épîtres, A. Horace.

Sa mise sur pied est le résultat d'un effort collectif

Même si on essuie des refus, ça ne signifie pas que l'on doit abandonner. Parlez-en à ceux et celles qui ont mis en place l'initiative Concertation rurale Centre-Péninsule (CRCP)

En 1995, lorsque M.

Yvon Cormier, un citoyen engagé dans sa région, a vu sa demande refusée pour doter la région d'un Centre d'accès communautaire par Industrie Canada, il aurait pu ranger ses documents sur les tablettes et tourner la page.

Mais il a fait tout le contraire : il est allé voir rapidement le conseil municipal pour d'abord lui apprendre la nouvelle et ensuite sensibiliser les élus municipaux à l'urgence de travailler conjointement avec les autres communautés de la circonscription électorale Centre-Péninsule.

Sept ans plus tard, le geste posé par M. Cormier a donné une Concertation rurale Centre-Péninsule, forte et prospère pour les municipalités de Paquetville et de Saint-Isidore, ainsi que les Districts des services locaux (DSL) de Pokemouche, Sainte-Rose et Inkerman. Actuellement, un plan de développement et un plan stratégique servent de guide aux dirigeants du regroupement.

Participation des gens d'affaires

« Il y a plus de 400 gens d'affaires dans la circonscription, a précisé Murielle Gallien, directrice

générale par intérim. Nous avons stimulé plusieurs entrepreneurs et cela a porté fruits. » Concertation rurale Centre-Péninsule a notamment organisé trois forums régionaux depuis 1998, des rencontres qui ont eu pour effet de

(CIPA); Saint-Isidore mise surtout sur une vocation agricole, tandis que Pokemouche, Sainte-Rose et Inkerman concentrent leurs efforts sur le tourisme et les infrastructures locales.

« Concertation rurale Centre-Péninsule nous a



La participation des gens aux forums régionaux qui ont eu lieu depuis 1998 confirme l'intérêt des communautés concernées pour le développement de Centre-Péninsule. C'est en travaillant collectivement que l'on réussit à atteindre les plus beaux résultats.

mobiliser les forces et de faire en sorte que tous travaillent vers un but commun, le développement de Centre-Péninsule.

On a aussi tenu à respecter les particularités de chaque secteur. Par exemple, Paquetville se concentre vers les nouvelles technologies avec la Collectivité ingénieuse de la Péninsule acadienne

appris qu'il ne faut pas attendre toujours après les autres pour agir; il faut être pro-actifs et se rappeler que rien ne tombe tout cuit du ciel », a déclaré Mme Gallien. Rappelons que c'est la Concertation rurale Centre-Péninsule qui a réussi le tour de force d'obtenir le projet de Collectivité ingénieuse pour la Péninsule acadienne.

RÉFLEXION !

« Aidons-nous mutuellement, la charge de nos maux en sera plus légère »

FLORIAN, Fables, L'Aveugle et le Paralytique.

La venue de la radio MirAcadie est accueillie à bras ouverts

Le projet de création d'une radio communautaire dans la région de Miramichi remonte à 1979. À l'époque, il faut se rappeler que les promoteurs du projet de création du Carrefour Beausoleil, un centre scolaire et communautaire, avaient inclus dans leur proposition de base la mise en place d'une radio communautaire.

Dix ans plus tard, en 1989, l'idée renaît dans la tête de quelques personnes. Rapidement, un comité ad hoc est formé avec le mandat d'assurer la relance du projet. De « Radio Miramichi », en passant par « la radio communautaire du comté de Northumberland », les artisans du projet optent finalement pour Radio MirAcadie en 1990.

Depuis ce temps, plusieurs étapes ont été franchies; en voici un survol :

- Incorporation de la radio en février 1992;
- Radio Mobile en 1992 et 1998;
- Conception du projet de radio et analyses du milieu
- Lancement de la campagne de financement en novembre 2003;
- Élaboration d'un site Internet en décembre 2003 : www.radio-miracadie.ca;
- Campagne de sensibilisation;
- Présence dans les médias avec la préparation d'un numéro spécial d'information sur la radio;
- Rencontre avec la population des régions du comté de Northumberland pour la campagne de financement.

Les autres démarches qui sont en voie de se réaliser sont la campagne de financement; la vente de cartes de membre; la recherche et la cueillette des données pour le permis au CRTC; et la présence

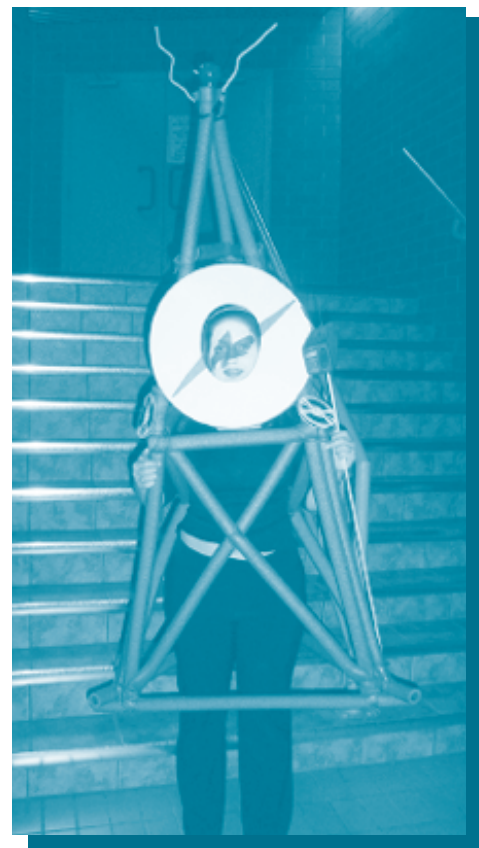
de la radio mobile à différents festivals dont celui de Néguaç en juillet 2004 et les célébrations du 15 août à Miramichi.

Un travail de longue haleine

Depuis les toutes premières discussions entourant la mise en place d'une radio communautaire dans la région de Miramichi, à la fin des années 1970, l'apport des dirigeants et du personnel du Conseil Beausoleil Inc. a été incommensurable.

Un parcours qui témoigne sûrement de la ténacité des francophones de la Miramichi et de l'importance que ces derniers accordent à la venue éventuelle d'une radio communautaire francophone pour l'année 2005 dans les communautés de Néguaç, Rogersville, Baie Sainte-Anne, Beaverbrook, Bellefond et Miramichi.

La radio communautaire sera certes un excellent outil permettant de faire rayonner la culture et la langue française dans la grande région de la Miramichi.



L'achat d'une tour peut représenter tout un fardeau, mais ensemble tout est possible !



Cette photo nous fait voir une bénévole à la console lors d'une des nombreuses diffusions de courte-durée entreprises par Radio Miracadie.

L'organisme *Avantage Saint John Advantage* joue un rôle majeur



Si on parle de plus en plus le français à Saint-Jean, ce n'est pas le fruit du hasard. Il y a environ 10 ans, un groupe de leaders de la communauté a décidé de prendre les choses en main pour que la langue française soit plus visible dans cette ville à très forte majorité anglophone. Tout au long de ces années, nous avons semé des graines et nous récoltons aujourd'hui le fruit de nos efforts. »

Lorsqu'il est question de la progression tangible du bilinguisme dans la ville de Saint-Jean, M. James



James Thériault

Thériault se dit extrêmement fier du travail qui a été réalisé au cours de la dernière décennie. Le directeur général de l'Association régionale de la Communauté francophone (ARCF) de Saint-Jean a souligné le dévouement exceptionnel d'un grand nombre de personnes.

« Il ne fait aucun doute que le bilinguisme a fait un bond considérable dans la communauté. Des gens de tous les secteurs d'activités ont travaillé d'arrache-pied afin que la langue française prenne la place qui lui revient dans cette ville à prédominance anglophone et ils ont réussi à relever le défi. »

L'ARCF peut être considérée à juste titre comme l'organisation qui a réussi à la fois à sensibiliser les gens sur l'importance d'accroître la visibilité du français à Saint-Jean et aussi à mobiliser la communauté vers cet objectif commun.

« Je me souviens que l'association en a fait une priorité en bonne et due forme en 1996-1997. Aussitôt, nous nous sommes attelés à la tâche pour recruter des leaders, tant du côté anglophone que francophone. Ensemble, nous avons formé un

comité composé d'une vingtaine de personnes. Plusieurs initiatives ont été mises de l'avant, mais nous nous sommes rapidement aperçus que ce comité réussirait mieux à livrer la marchandise avec

férents secteurs de l'économie du Saint-Jean métropolitain : les affaires, l'éducation, la santé et le développement communautaire.

Selon le directeur général de l'ARCF, cet organisme est composé de gens dynamiques et déterminés qui multiplient les démarches afin d'atteindre leurs objectifs.

Par exemple, en 2003, *Avantage Saint John Advantage* s'est fixé comme priorités d'appuyer la formation, le recrutement et le

maintien de la main-d'oeuvre bilingue; d'appuyer la Ville de Saint-Jean par rapport à la Loi sur les langues officielles; et de communiquer, par le biais de différentes campagnes de promotion, les avantages du bilinguisme pour tous les résidents de la communauté.

« Au mois de mai 2003, l'organisme s'est associé avec la SAANB pour lancer le programme *Parfum de francophonie*, une démarche qui vise à appuyer le service bilingue dans le Saint-Jean métropolitain. Des trousseaux d'information ont été distribués à plus de 500 commerçants de la ville. Il aurait été impensable d'imaginer une telle initiative dans le passé. Je peux vous affirmer que le programme *Parfum de francophonie* remporte un beau succès. » à déclaré M. James Thériault.



Association Régionale de la
Communauté francophone de Saint-Jean inc.

la présence d'un coordonnateur à temps plein. C'est ce que nous avons fait en embauchant Mme Julie Golding-Page, une anglophone de Saint-Jean parfaitement bilingue », de raconter M. Thériault

Mise sur pied de *Avantage Saint John Advantage*

C'est le nom officiel que s'est donné le nouvel organisme, présidé par Mme Beth Kelly, une femme d'affaires acadienne de Saint-Jean.

Depuis ce moment, un regain de vie, teinté de bilinguisme, ne cesse de souffler sur cette ville portuaire. *Avantage Saint John Advantage* est composé d'une équipe de professionnels qui appartiennent aux dif-



*Dynamiques et ambitieux, les membres du regroupement *Avantage Saint-John Advantage* ont accompli une besogne remarquable jusqu'à présent.*

• • CCNB EDMUNDSTON • •

Le programme en agroforesterie est un beau coup d'éclat

Le mot persévérance prend toute sa signification lorsqu'on aborde la question du nouveau programme en agroforesterie offert conjointement par la Faculté de foresterie de l'Université de Moncton, campus d'Edmundston et le Centre d'excellence en sciences agricoles et biotechnologiques de Grand-Sault (une composante du CCNB-Edmundston).

Pendant sept ans, l'idée a cogité dans la tête de M. Richard Doiron, directeur général du CCNB à Edmundston, et Mad. Lise Caron, doyenne de l'unité de foresterie au campus de l'U. de M. Le projet avait été initié alors que M. Edgar Robichaud était directeur de l'École de foresterie.

«Ce fut une grossesse très longue mais pas difficile; et l'accouchement s'est très bien passé. On a maintenant un beau bébé », a imaginé M. Doiron au sujet de cette initiative, une première en Amérique du Nord, qui accueille sa première délégation d'étudiants (une vingtaine environ) dès septembre 2004.

On dit souvent qu'agriculture et foresterie vont de pair depuis que nos ancêtres francophones ont défriché leurs premières terres. Quoique ce soient deux domaines parallèles, il n'en est rien.

C'est durant un voyage de coopération internationale en Haïti, en janvier 1997, que MM. Doiron et Robichaud ont uni leur savoir-faire.

« Nous étions là, chacun de son côté, pour tenter d'augmenter le potentiel agricole d'un pays où la nourriture est loin d'être abondante. Nous nous sommes vite aperçus que nous ne faisons pas uniquement de l'agriculture ni de la foresterie, mais de l'agroforesterie. Nous nous sommes alors demandés s'il était possible d'appliquer ces connaissances communes chez nous. »

Le potentiel d'emploi pour les étudiants est bien réel

Sept ans de discussions et de préparation, ça paraît peut-être long, mais ça peut aussi passer rapidement lorsqu'on sent que l'idée trouve preneur au sein de

la communauté enseignante et économique.

« Nous n'avons jamais eu d'embûches, ni de refus. On nous demandait de justifier davantage notre demande et de fournir plus de documentation. Mais, en aucun temps, on nous a dit que le projet n'avait pas d'allure. Nous avons consulté l'industrie à deux reprises et nous nous sommes rendus compte qu'il y avait réellement un potentiel d'emploi pour nos étudiants en agroforesterie », reprend M. Doiron.

Les étudiants passeront cinq années à apprendre les rudiments du métier entre le Centre d'excellence en sciences agricoles et biotechnologiques (CESAB), à Grand-Sault, et la Faculté de foresterie de l'Université de Moncton, campus d'Edmundston. Il y aura aussi des stages pratiques qui pourront être faits au Nouveau-Brunswick ou à l'extérieur.

« C'est un très beau programme, conclut M. Doiron. Nos recherches ont confirmé qu'il y avait de la place pour des jeunes formés en agroforesterie, surtout dans le domaine privé. Ce sont de bons emplois, avec des salaires intéressants. »



• • L'ALLIANCE POUR LA PAROISSE DE LAMÈQUE EN SANTÉ • •

Le message de Mme Gabrielle Lavallée a touché le coeur des adolescents et des parents

L'*Alliance pour la Paroisse de Lamèque en Santé, soucieuse du bien-être de la jeunesse de la Péninsule acadienne, s'est interrogée sur la meilleure façon de venir en aide aux jeunes de notre société. Marie-Anne Ferron, conseillère municipale et vice-présidente de l'Alliance, a souligné que le regroupement a tenté d'analyser les problèmes auxquels la jeunesse fait face actuellement.*

On a rapidement pointé du doigt le fait que les adolescents d'aujourd'hui sont souvent victimes de manipulation, d'intimidation, de taxage et de violence et qu'une aide à ce niveau leur serait d'un grand secours. Le comité a donc tenté de cibler les jeunes victimes de peines d'amour, d'agression, d'inceste et de toute autre situation où ils sont victimes de la manipulation.

Quelle est donc la solution pour démontrer aux étudiants des polyvalentes notamment qu'il est possible de se sortir d'une situation qui semble sans issue ? Le comité a réfléchi à la question et a eu la bonne idée d'inviter Mme Gabrielle Lavallée. Auteure du livre « L'Alliance de la brebis », Mme Lavallée s'est entretenue avec les adolescents de la grande région de Néguaq jusqu'à Shippagan. Une conférence a également été présentée au public. L'auditoire est venu d'aussi loin que Campbellton pour l'entendre. Il s'agissait de la première visite conférence de Mme Lavallée au Nouveau-Brunswick.

Personne n'est à l'abri de l'intimidation et de la violence

Ex-membre de la secte de Moïse, la conférencière a souligné aux étudiants que personne n'est à l'abri de l'intimidation et de la violence. Elle-même, infirmière et jouissant d'une bonne

éducation, a été victime d'un manipulateur. Le gourou a même poussé son pouvoir jusqu'à réaliser lui-même l'amputation du bras de sa victime sans aucune forme d'anesthésie.



Gabrielle a précisé aux jeunes que les manipulateurs ont une grande force de pouvoir sur les autres et qu'il est souvent très difficile de se sortir de leur emprise. Ils sont des gens qui ont un charisme très puissant et qui entraînent d'autres personnes dans leur folie. Ils savent comment réduire leurs victimes à l'état d'esclavage en les privant de leurs besoins essentiels comme manger et dormir. La concentration des victimes est alors réduite au minimum et ils sont plus vulnérables.

Gabrielle Lavallée a prouvé aux étudiants qu'il est possible de se sortir d'une situation extrême. La sensibilisation à l'intimidation a touché plus d'un jeune. D'après les intervenants en milieu scolaire, suite aux présentations de Mme Lavallée, plusieurs adolescents ont réagi et demandé de l'aide. L'Alliance pour la Paroisse de Lamèque en Santé a pleinement atteint son but. Les jeunes ont appris à reconnaître les signes de la manipulation. La conférencière a su capter autant l'intérêt des jeunes que du grand public.

La santé de nos jeunes... l'Alliance pour la Paroisse de Lamèque en Santé y croit!



• • LE CENTRE COMMUNAUTAIRE SAINTE-ANNE DE FREDERICTON • •

Au coeur de la vitalité francophone



n doit remonter à 1972. Nous étions un groupe de personnes qui cherchaient une façon de mobiliser la communauté francophone dans un projet rassembleur. Pour nous, c'était essentiel d'identifier un moyen afin que nous puissions nous ren-

contrer régulièrement comme francophones, surtout dans un bastion anglophone comme Fredericton.

C'est alors qu'est venue l'idée de créer un « fonds du centre », pour se donner un jour un toit quelconque. Puis, grâce aux multiples efforts déployés par des bénévoles et des fonctionnaires, et forts de l'appui précieux du Premier ministre du Nouveau-Brunswick à l'époque, Richard Hatfield, on a pu ouvrir les portes du Centre en 1978. Une date mémorable, vous en conviendrez, pour les francophones de la grande région de Fredericton. »

C'est l'actuel directeur général, Paul-Émile Thériault, qui se remémore le contexte qui a permis la mise sur pied du Centre communautaire Sainte-Anne. M. Thériault a souligné que l'institution n'a jamais cessé de s'épanouir depuis 1978. Par exemple, en 1990, les dirigeants ont procédé à un agrandissement et le même exercice est devenu à nouveau une nécessité en 2004.

Le premier modèle du genre au Canada

Cette institution de renommée a célébré son 25^e anniversaire en 2003. Comme nous le disions précédemment, la mise sur pied de cet établissement, qui marquera à jamais l'épanouissement de la communauté francophone de la grande région de Fredericton, est l'aboutissement d'une merveilleuse idée.

On pourra difficilement mesurer l'ampleur de la présence de cette grande institution au cours de toutes ces années. Mais une évidence ressort constamment : cet « oasis francophone » dans la



Capitale, comme l'avait si bien décrit M. Hatfield lors de son inauguration, a été le premier modèle du genre au pays. Un quart de siècle plus tard, il a poussé plus de 20 autres centres scolaires et communautaires français en milieu minoritaire à travers le Canada. De plus, dans deux autres communautés, on est rendu à l'étape de la construction alors qu'à d'autres endroits, on caresse le rêve de réaliser ce projet.

L'idée de créer un complexe école/communauté à Fredericton aura été bénéfique à bien des égards. Probablement, la plus grande contribution du Centre communautaire Sainte-Anne aura été de collaborer à la sauvegarde de la vitalité francophone dans cette

région de la Capitale provinciale.

Selon M. Thériault, la présence de l'institution aura permis à la population francophone, laquelle est passée de moins de 3 000 en 1978 à près de 8 000 en 2001, de s'affirmer à tous les niveaux.

« Une question nous revient souvent : comment a-t-on pu continuer pendant 25 ans? La réponse est fort simple. Plusieurs nouvelles familles francophones sont venues s'installer à Fredericton pour occuper des emplois de fonctionnaires. Cela a amené de nouveaux visages dans la communauté, ce qui a créé de nouveaux besoins. Cela nous a permis de conserver une communauté francophone bien vivante », a expliqué M. Thériault.

L'avenir du Centre communautaire Sainte-Anne est certainement garant de son prestigieux passé. « Le futur du Centre passe par le rayonnement de la communauté. Notre institution a besoin de grandir afin de répondre aux nouveaux besoins de la jeunesse, en santé et dans la communauté. La population francophone de la région a un rôle à jouer dans le développement de Fredericton. Il est temps de prendre pleinement notre place », a déclaré M. Paul-Émile Thériault, certes l'un des personnages qui a joué un rôle déterminant dans l'évolution du Centre communautaire Sainte-Anne.



Le Centre communautaire Sainte-Anne, un lieu de rassemblement pour les francophones

Un modèle dans la préservation de l'eau potable

On sait tous à quel point la salubrité de l'air, de la terre et de l'eau n'est pas une garantie à vie. Nous dépendons de ces ressources et nous avons le devoir de les protéger. Au cours des trente dernières années, la réalité environnementale a beaucoup changé dans notre milieu.

Une sorte d'insouciance est apparue dans la pratique de nos différentes activités. Prenons en exemple les secteurs de la foresterie et de l'agriculture. Les méthodes utilisées au sein de ces deux industries ont entraîné des conséquences sur le plan de l'eau et de nos terres. En effet, les activités industrielles ont contribué à affaiblir nos systèmes écologiques. Nous-mêmes avons hypothéqué nos ressources naturelles en pratiquant nos loisirs sans nous soucier de les sauvegarder.

Le conseil de ville de Saint-Quentin a posé un premier geste concret en 1998 avec la construction d'une usine de filtration. Cette initiative a eu pour effet d'éliminer la présence de parasites et de réduire les matières en suspension dans l'eau. Toutefois, bien avant de filtrer l'eau, nous devons nous assurer que la source d'approvisionnement soit débarrassée de toutes matières insalubres et contaminées.

Élaboration d'un plan d'aménagement

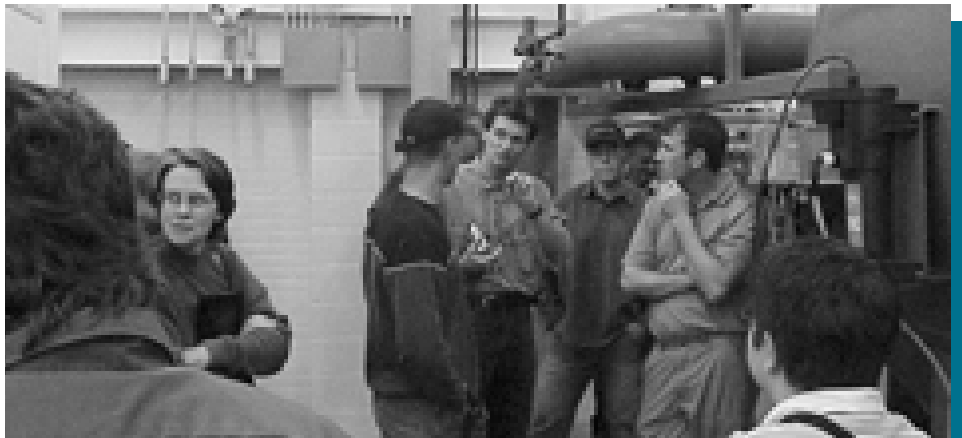
La Ville de Saint-Quentin, appuyée par des représentants du ministère de l'Environnement et des Gouvernements

locaux, a établi un plan d'aménagement pour protéger son bassin hydrographique. Pour ce faire, plusieurs rencontres se sont déroulées depuis l'année 2002 avec les différents intervenants concernés par la gestion, la protection et l'assainissement du bassin.

Que ce soit au niveau de la foresterie (coupe de bois près des zones tampons), de l'agriculture (pente et culture), des transports (écoulement, construction de ponceaux), des résidants (coupe de bois, construction de chalets, érablières), tous les éléments doivent être contrôlés afin de conserver aujourd'hui et pour les années futures le service de distribution de l'eau potable. De plus, la ville n'a pas lésiné en embauchant un inspecteur/contrôleur des animaux nuisibles.

Formation d'un comité consultatif

Bien sûr, il s'agit d'un travail de longue haleine qui a nécessité le recours à un organisme possédant les ressources humaines et les outils requis pour la réalisation d'un plan d'action intégré: il s'agit du Centre international pour le développement de l'infrastructure en français (CIDIF). L'organisme, oeuvrant sous la tutelle de la Faculté de foresterie de l'UMCE, a la responsabilité de superviser le dossier, et ce, en partenariat avec le Centre de conservation des sols et de l'eau de l'est du Canada (CCSEEC), le ministère de l'Environnement et les Gouvernements locaux (MEGL), de même que différents ministères provinciaux



À Saint-Quentin, tous les moyens sont utilisés pour protéger l'environnement (la salubrité de l'air, de la terre et de l'eau) par respect pour la génération actuelle et future.



concernés par la protection du bassin hydrographique. Aux dires du MEGL, la Ville de Saint-Quentin est la première municipalité du Nouveau-Brunswick à appliquer le décret de désignation des secteurs protégés des bassins hydrographiques. Elle a créé un comité consultatif qui élaborera un plan d'action intégré et qui mettra en application les recommandations en ce qui a trait aux activités pratiquées sur les propriétés et autres secteurs. C'est probablement la raison pour laquelle des intervenants importants, tels le CCSEEC et le CIDIF, se sont intéressés à notre beau projet environnemental», de conclure Mad. Susanne Coulombe, administratrice municipale.

Le Centre du Savoir... une source de fierté

La « Bonne idée » est survenue lors d'une réunion régulière de la Concertation rurale Centre-Péninsule (CRCP). C'est M. Jacques Léger, présent à la réunion, qui a informé les membres de la CRCP du nouveau programme fédéral des Collectivités ingénieuses. Des fonds étaient disponibles pour les communautés désireuses de bénéficier de ce programme fédéral.

La CRCP a présenté le dossier au Forum des maires de la Péninsule acadienne qui a immédiatement appuyé cette initiative. Subitement, bien que l'idée ait été initiée par la CRCP, le projet est devenu péninsulaire, ce qui a évidemment ajouté du poids à cette démarche.



Le personnel de la Collectivité ingénieuse de la Péninsule acadienne travaille à partir du Centre du Savoir, un endroit qui se marie bien avec la mission de la CIPA. Sur la photo, l'un des employés, Jean-René Cormier.

D'autant plus que ce type de projet collectif cadrerait parfaitement avec l'orientation du concept de Communautés en santé axé, sur la prise en charge de la population par l'animation.

Une demande officielle a donc été déposée au gouvernement fédéral. Au total, neuf communautés du Nouveau-Brunswick étaient en lice pour l'obtention du projet dont les villes de Fredericton, Saint-Jean et Miramichi. Il n'y a pas beaucoup de personnes qui auraient parié sur les chances de Centre-Péninsule.



L'édifice du Centre du Savoir, d'une superficie de 12 000 pieds carrés, a été construit au coût d'environ 2 millions \$.

Mais finalement, tous les sceptiques ont été confondus, puisque le fédéral a octroyé le projet à cette région rurale. La partie étant gagnée, la municipalité de Paquetville a immédiatement multiplié les démarches pour construire un édifice, appelé le Centre du Savoir, qui accueillerait le projet.

Un établissement d'environ deux millions \$

Depuis août 2002, cette municipalité possède un établissement haut de gamme qui fait l'envie de bien des villes et villages à travers la province du Nouveau-Brunswick.

Situé sur la rue du Parc, ce superbe édifice de 12 000 pieds carrés est évalué à près de deux millions de dollars. À l'intérieur des murs, on retrouve plusieurs locataires, y compris le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDEE), le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, campus Péninsule acadienne, le Centre d'accès communautaire de Paquetville, le centre de conditionnement physique Gymnasia ainsi que les bureaux de la Collectivité ingénieuse de la Péninsule acadienne (CIPA) Inc. C'est assurément cet organisme qui reflète le mieux l'âme et la mis-

sion du Centre du Savoir.

Selon son directeur général, Jacques Léger, par la mise sur pied de la CIPA, «...nous avons voulu mettre en interaction la Péninsule acadienne et la relier au réseau de l'ensemble de la planète afin de la faire connaître à travers le monde. Cette vision permet de faire entrer la Péninsule dans cette ère du savoir et des technologies de l'information et des communications ».

D'ailleurs, nous vous invitons à visiter le site web de la CIPA www.cipanb.ca

Des retombées positives dans plusieurs secteurs d'activités

Pour le maire de Paquetville, Nancy-Lainey-Thériault, la présence du Centre du Savoir engendre des retombées économiques importantes dans la municipalité et les régions avoisinantes. C'est aussi un actif précieux qui projette un sentiment de fierté au sein de la population.

« À Paquetville, nous formons une municipalité qui aime développer des projets et les remettre à la communauté. Nous avons procédé de cette façon avec le Centre de santé. Lorsque nous avons réalisé que la CIPA prenait forme, nous avons pensé regrouper tous les intervenants du domaine technologique sous un même toit ».

Un groupe de pêcheurs bénévoles s'assure que le quai demeure en bon état

Si le port de mer d'Inkerman, dont l'activité économique est essentielle pour le développement de la communauté, a subi d'importantes rénovations, on le doit en grande partie à un groupe de citoyens qui a décidé d'assumer le leadership dans ce dossier.

Le quai dessert les pêcheurs de toute la région d'Inkerman, y compris ceux de Four-Roads. En pleine période de pêche au homard et de hareng, le port de mer peut accueillir de 40 à 50 bateaux.

Maurice Noël est président de l'Association des pêcheurs de Four-Road et Inkerman Inc. Lui et son équipe font du quai d'Inkerman la première priorité. Au courant des années 1990, le quai ne cessait de se détériorer, au point où la survie de cette installation était sérieusement remise en question. Devant l'urgence de la situation, l'association a multiplié les démarches pour sensibiliser les paliers gouvernementaux à l'importance du port de mer pour la grande région d'Inkerman.

« Les efforts ont porté fruit puisqu'une somme de 217 000 \$ a été injectée équitablement par le fédéral, le provincial et l'association. Avec cet argent, nous avons été en mesure, avec l'achat d'un terrain, d'agrandir le quai sur une distance de 280 pieds. Les travaux de 1999 ont nécessité énormé-



ment de creusage et la mise en place d'un mur de soutien en ciment pour appuyer la nouvelle section du quai. »

Ce sont des bénévoles qui ont réalisé cette lourde tâche

Après avoir reçu cette enveloppe de plus de 200 000 \$, l'association a invité les entreprises à soumissionner pour effectuer ces travaux majeurs. Maurice Noël raconte que les pêcheurs ont eu une bien mauvaise surprise lorsqu'ils ont constaté que la soumission la plus basse se chiffrait à 600 000 \$ pour un agrandissement de 180 pieds.

« Il était clair que nous n'avions pas cet argent et en même temps, il fallait bien rénover notre quai qui était sur le point de s'effondrer. C'est alors que les pêcheurs ont décidé de se retrousser les manches et

d'effectuer eux-mêmes les travaux. Bénévolement, sur une période de 10 à 12 semaines, une quinzaine de nos membres ont travaillé sans relâche pour réaliser avec succès ce projet. Ce fut un effort collectif qui est tout à l'honneur de tous ceux qui y ont participé », de déclarer le président.

Le creusage du chenal est le prochain défi

Pour ce qui est des projets futurs, l'association a entrepris des démarches auprès du gouvernement fédéral pour obtenir du financement afin de procéder à des travaux de creusage. Selon M. Noël, la demande a été bien accueillie par les autorités politiques et les discussions se poursuivent.

« Il est évident que le gouvernement ne veut pas laisser tomber une communauté dont l'économie repose essentiellement sur le port de mer. Les quelques 25 bateaux de la région d'Inkerman concernés par la pêche au homard engendrent un revenu brut d'environ deux millions \$ par année et les retombées économiques qui en découlent sont considérables. »

« Les problèmes d'ensablement actuels affectent aussi les activités touristiques, si l'on pense aux nombreux bateaux de plaisance qui ne peuvent circuler librement et tout ce qui entoure la protection de la rivière Pokemouche. Voilà pourquoi il est important de remédier au problème d'ensablement le plus tôt possible. J'ai pleinement confiance que nos politiciens ont bien saisi notre message », a conclu sur une note d'optimisme, Maurice Noël.



La Ville se distingue par sa politique culturelle

Une bonne idée, c'est bien. Mais une bonne idée avec la volonté de la réaliser, c'est encore mieux. C'est ainsi que la nouvelle politique culturelle de la Ville d'Edmundston commence à rapporter des dividendes, et ce, moins de deux ans après sa mise en application.

« On aurait pu aussi bien adopter une politique et la déposer ensuite sur les tablettes. Mais la volonté de doter la municipalité d'un plan qui assure à la fois la visibilité et la reconnaissance de la culture à Edmundston a fait en sorte que les choses ont bougé pour le mieux chez nous », a reconnu Jean-Claude D'Amours, président du Comité culturel d'Edmundston (CCE) et conseiller municipal.

La politique en question était pour le moins innovatrice. En effet, Edmundston est devenue la première et seule ville au Nouveau-Brunswick à verser 1 % de son budget en matière de rénovation ou de construction d'édifices municipaux, pour l'acquisition d'œuvres d'art.

En plus, elle est devenue la première ville en 2003 à adhérer au programme «Une ville, un artiste », de l'Agence de mise en marché d'œuvres d'art et de l'Association acadienne des artistes professionnels du N.-B.

À cela, il faut nécessairement ajouter que la Ville d'Edmundston a été reconnue comme municipalité des arts par le Conseil des arts du N.-B. et qu'elle

tente d'obtenir la reconnaissance de Capitale culturelle au pays.

Nous avons toujours été appuyés par la population

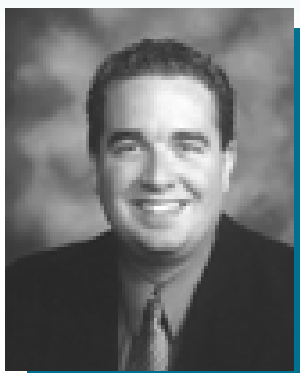
« Quand nous avons commencé à parler de cette politique, nous n'avons pas eu peur d'aller chercher l'expertise nécessaire à Rimouski, auprès des gens qui sont connaisseurs dans le domaine. De telles initiatives sont monnaie courante au Québec. Nous n'avons pas réinventé la roue: nous sommes allés voir ceux qui savaient de quoi ils parlaient et nous avons consulté nos organismes. Nous avons toujours été appuyés par la population dans chacune de nos démarches. Lorsqu'on se

sent appuyé de la sorte, c'est toujours plus facile », fait valoir M. D'Amours.

D'ici à 2007, le président du Comité culturel d'Edmundston est persuadé que les choses ne peuvent que s'améliorer.

«Nous avons démontré notre sérieux dès la première fois que nous avons parlé de cette politique culturelle et nous travaillons encore avec le même sérieux actuellement. On reconnaît que la culture peut devenir un moteur économique important à Edmundston si on s'en occupe. L'appui de la population a été extraordinaire », a indiqué M. D'Amours.

Vous conviendrez que de dire Edmundston, ville culturelle par excellence; ça sonne plutôt bien!



Jean-Claude D'Amours,
président du Comité
culturel d'Edmundston.



Le Festival de Jazz d'Edmundston est une belle manifestation culturelle qui ne cesse de gagner en popularité d'année en année.

RÉFLEXION !

« Aucun enjeu n'est trop grand,
aucun groupe n'est trop petit. »

Noreen RICHARD, Communauté francophone de Fredericton.

La rivière... un véritable bijou de la nature

S

i la rivière Pokemouche, située au centre de la Péninsule acadienne, est aussi resplendissante et représente une source de grande fierté pour tous les gens de la communauté, c'est parce que des hommes et des femmes de la région ont multiplié les

démarches pour assurer la préservation de cette belle rivière.

Depuis plusieurs années, bon nombre de personnes se sont impliquées bénévolement afin de maintenir en bon état ce site naturel. Entre autres, une dame est particulièrement associée à la rivière Pokemouche et c'est

Mme Édith Blanchard. Elle a investi plus de 12 ans de sa vie à participer à des comités et à s'impliquer dans des projets pour conserver et développer ce véritable bijou de la nature.

Mme Blanchard avoue que son affection à l'égard de la rivière remonte aussi loin que son enfance. « Nous avons été élevés à proximité de la rivière et nous avons même un chalet au bord de l'eau. Bref, c'est une histoire d'amour qui dure depuis des décennies ».

On se retrouve les manches

Pour assurer la conservation et le développement de la rivière Pokemouche, l'Association des loisirs, chasse et pêche s'est mise au travail. En 1999, les promoteurs ont obtenu un projet de 160 000 \$ qui leur a permis d'embaucher un biologiste pour exécuter différents travaux d'analyse.

Entre autres choses, on a procédé à la remise en

état de l'habitat du poisson en identifiant 18 tributaires. Le but visé était d'avoir un habitat qui serait favorable au repeuplement de la truite et du saumon. Les responsables ont ensuite procédé à un échantillonnage et à une analyse des propriétés physiques de l'eau dans le but de déterminer la santé de la rivière.



Comme vous pouvez le constater, la rivière Pokemouche, de par sa beauté naturelle, est devenue un endroit de prédilection pour bon nombre de photographes.

Pour la suite des travaux, l'Association des loisirs, chasse et pêche a décidé d'établir un partenariat avec le Club loisirs de la rivière Caraquet. Les deux organisations ont uni leurs forces pour réaliser leurs objectifs.

Place à un nouveau comité

Depuis l'an 2000, on compte sur la présence du Comité de gestion environnementale de la Rivière Pokemouche. Son mandat est d'élaborer et de mettre en oeuvre un plan de gestion environnementale pour la rivière Pokemouche et d'établir la classification des cours d'eau du bassin versant en collaboration avec le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux.

Dès le départ, le comité a obtenu 90 000 \$ pour entreprendre des analyses d'échantillonnages afin de connaître précisément l'état actuel de la rivière. Mme Blanchard admet que certains endroits de la rivière laissaient à désirer et qu'il fallait y voir dès maintenant. Toute la question de la pollution a également retenu l'attention du comité. « Présentement, dit-elle, le comité poursuit son travail et il ne faut surtout pas abandonner. La pollution de la rivière demeure une préoccupation constante mais la stratégie employée est axée sur la communication et non sur la condamnation », a indiqué en terminant Mme Blanchard, qui rêve du jour où la rivière Pokemouche sera reconnue comme faisant partie du patrimoine historique.



• • CARAQUET • •

Une ancienne école devient Le Centre communautaire régional La Nacelle

Pendant de nombreuses années, l'école La Nacelle, un établissement éducationnel, a accueilli les élèves de la septième à la neuvième années. Suite à une décision des autorités scolaires, on a convenu de déplacer les élèves à l'école élémentaire Marguerite-Bourgeoys et à la polyvalente Louis-Mailloux.

La décision a eu pour effet de vider complètement l'école intermédiaire La Nacelle. Du jour au lendemain, le bâtiment est devenu un éléphant blanc. Mais que fait-on avec un tel édifice situé en plein centre-ville?

Refusant d'abandonner un établissement qui a marqué l'histoire de la communauté sur le plan de l'éducation, les élus municipaux prennent le dossier en main. En 1996-1997, la municipalité devient propriétaire de l'ancienne école.

« C'est une décision qui allait de soi, a souligné en entrevue le directeur général de la Ville, Lucien Sonier. Si on se rappelle bien du rapport Gaudet — qui a dressé un portrait du potentiel économique de la région péninsulaire, et ce, dans plusieurs secteurs d'activités —, nous avons été identifiés comme une communauté d'intérêts qui

avait avantage à promouvoir l'aspect socio-économique et éducationnel de sa municipalité.

En plus, ce type de défi cadrerait parfaitement dans la formule du MACS-NB, qui favorise une prise en charge collective du développement local. C'est en tenant compte de toutes ces considérations que la Ville de Caraquet a pris l'initiative de former une corporation sans but lucratif en 1999. »

Un centre culturel exceptionnel

À partir de ce moment, l'ancienne école La Nacelle se dote d'une nouvelle appellation soit le Centre communautaire régional La Nacelle qui a ouvert ses portes pour accueillir le milieu culturel et le secteur privé. Des espaces ont été loués à diverses organisations oeuvrant dans la communauté.

« Par contre, pour être en mesure de livrer le service, il a fallu procéder à d'importants travaux de rénovation. En l'an 2000, la Ville a injecté la somme de 250 000 \$, au même titre que le Centre communautaire. On parlait donc d'un investissement de

500 000 \$ », de dire M. Sonier.

Après toutes ces démarches et suivant l'intérêt démontré par la communauté, les deux paliers de gouvernement ont décidé en 2002 d'apporter leur contribution financière pour l'aménagement d'une salle de spectacle.

« L'annonce a été accueillie avec soulagement par notre population. On attendait ce moment depuis si longtemps », a confié le directeur général.

Le Centre culturel qui suscite des commentaires extrêmement élogieux, comprend une salle de spectacles à géométrie variable, une galerie d'art, un centre de formation artistique et culturelle, des studios de répétition et de création, des bureaux administratifs ainsi que des espaces de travail.

« Nous sommes biens fiers du travail qui a été accompli dans ce dossier. Avec de la ténacité, nous avons démontré que nous étions capables de mener à terme un projet de cette envergure. Notre population ressent un sentiment de fierté et avec raison; nous avons un édifice qui va combler les besoins de la génération actuelle et future », a conclu Lucien Sonier.



C'est le dimanche 11 avril 2004, journée de Pâques, qu'a eu lieu la première représentation à la nouvelle salle de spectacle de Caraquet. C'est le Théâtre populaire d'Acadie qui a eu l'honneur d'ouvrir le bal avec sa pièce « La sortie au théâtre ». La salle de spectacles à géométrie variable, qui suscite des commentaires extrêmement élogieux, était remplie à pleine capacité pour ce moment historique. L'inauguration officielle aura lieu au courant de l'été 2004. (Photo gracieuseté M. Yvon Cormier)

Des étudiants du CESAB font preuve de générosité à l'endroit de la communauté

En décembre 2003, des étudiants du Centre d'excellence en sciences agricoles et biotechnologiques (CESAB) de Grand-Sault, membres du comité FAAB (foresterie, agro-alimentaire, agriculture et biotechnologie) ont réalisé une levée de fonds par le biais d'une activité d'emballage de cadeaux et de vente de billets. Par la suite, le comité sans but lucratif a versé un pourcentage des argents recueillis, soit une somme de 400 \$, à la banque alimentaire régionale.

À chaque année, le comité FAAB organise une activité afin d'amasser des fonds pour un organisme de la communauté. D'où est partie l'idée de former un tel comité ? « Par cette initiative, on a voulu éveiller l'esprit entrepreneurial des étudiants qui en sont membres et aussi leur permettre de prendre en charge leur apprentissage en dehors des murs du Centre d'excellence », de dire la gérante de cet établissement, Mme Sonia Michaud.



Sonia Michaud

Initialement, le rôle du comité FAAB était de permettre aux étudiants de faire des visites industrielles et autres en dehors du cadre des cours afin qu'ils puissent faire le lien entre les aspects théoriques et pratiques de leurs programmes et les réalités du marché de travail.

« L'intérêt d'un tel comité dans un établissement comme le nôtre, ajoute Mme Michaud, c'est de susciter l'autonomie de ses membres et de favoriser les valeurs entrepreneuriales ».

Pour une bonne cause

Rapidement, les membres ont vu en ce comité une occasion d'en faire davantage. C'est d'ailleurs ce qui les a conduits à entreprendre une belle initiative juste à la veille de Noël. Comme se plaît à le dire Mme Michaud, il est fascinant de voir ce que la volonté d'un petit groupe de jeunes peut faire en si peu de temps. « Effectivement, sachant que le CESAB est fréquenté par une soixantaine d'étudiants, il est formidable de constater que le dynamisme de ces jeunes a conduit à une ini-



Sur la photo, par ordre habituel, la présidente du comité FAAB, Melissa McGraw, qui remet le chèque de 400 \$ à la représentante de la banque alimentaire de Grand-Sault, Jamie Michaud. À l'arrière; Cory Smith, Elizabeth Teakles, Martina Lackie, Melinda Guay, Isabelle Bujold, Lise Bernier, Crystal Colette, Martin Lanteigne et Danielle Martin.

tiative d'aussi grande envergure pour la communauté ».

Certains membres du comité ont bien résumé l'initiative qu'ils ont réalisée. « Le bien-être de la communauté ainsi que le souci d'améliorer la qualité de vie des gens sont à la base même du geste que nous avons posé au Centre d'excellence en sciences agricoles et biotechnologiques de Grand-Sault ».

La solidarité est une valeur qui prend toute sa signification dans l'activité réalisée par les jeunes du CESAB.

RÉFLEXION !

« La société est comme un navire ; tout le monde doit contribuer à la direction du gouvernail. »

Henrik IBSEN

Une grande fête de cerfs-volants dans le ciel de la municipalité



est une belle idée qui est ressortie au sein de notre comité. Rapidement, l'organisation de cette activité est devenue une priorité. Nous étions tous conscients que ce type d'événement allait mettre en évidence cette complicité qui doit être toujours présente entre l'école et la ville de Beresford », a raconté Claudette Boudreau, présidente du nouveau comité Communauté en santé à Beresford.

Elle souligne que les quelque 410 élèves de l'école Carrefour étudiant ont vécu une journée magnifique à la plage municipale de l'endroit en 2003. « Nous



Petits et grands ont eu un plaisir fou à la journée du cerf-volant à Beresford. Voilà une activité originale qui a suscité beaucoup d'intérêt dans la communauté.



avons tout simplement décidé de faire voler dans le ciel pas moins de 410 cerfs-volants. Un spectacle à couper le souffle ».

Par une journée ensoleillée du mois de juin, avec un vent léger propice à une telle activité, les jeunes de la maternelle à la 8e années ont pu relaxer un peu avant les derniers jours de classe de l'année scolaire. Dans le ciel, il y en avait pour tous les goûts, de toutes les grosseurs et de toutes les couleurs. Sur la plage, le sourire et les rires des enfants étaient de mise.

« Notre but était d'organiser une activité communau-

taire et ce fut un succès sur toute la ligne », de dire Mme Boudreau.

On a demandé aux jeunes de fabriquer ou d'acheter un cerf-volant pour cette journée bien particulière. Le comité a aussi obtenu la précieuse collabora-

tion de plusieurs commerces de la ville pour le repas du midi à la plage. Ensuite, les employés municipaux se sont offerts généreusement pour transporter les cerfs-volants de l'école à la plage. Tout le monde a collaboré au succès de cette journée en utilisant des méthodes simples, mais qui sont toujours aussi efficaces.

Le défi est lancé aux autres Communautés en santé

« Ce fut fantastique! On a tellement eu une belle journée. Voir plus de 400 cerfs-volants dans le ciel, c'est très impressionnant. Cela a aussi eu des répercussions durant tout l'été, car les jeunes allaient ensuite faire voler leur cerf-volant à la plage. On a ainsi valorisé les jeunes de la communauté par cette exposition », rappelle la porte-parole.

Il est déjà décidé que l'événement sera de retour cet été, au même endroit, le 17 ou 18 juin, selon les caprices de Dame nature.

« Nous sommes très heureux de ce succès et nous lançons un défi aux autres Communautés en santé de faire la même chose », avance Mme Boudreau.

Créer du bonheur en mettant de la couleur dans le ciel d'une communauté semble une recette magique pour rassembler une population autour de la joie de vivre.

RÉFLEXION !

« Enrichissons-nous de nos différences mutuelles. »

Paul VALÉRY.

De superbes installations récréatives dans les cours d'écoles

S

i vous circulez à proximité des écoles sur le territoire de la Ville de Dieppe, vous remarquerez immédiatement que la communauté étudiante (on en compte approximativement 5000) est choyée en termes d'installations récréatives sur les terrains des écoles.

Que ce soit à Mathieu-Martin, Sainte-Thérèse ou à Amirault, les terrains de jeux sont complets et répondent aux divers besoins des étudiants.

Ces installations de grande qualité font l'envie de bien des municipalités à travers la province mais ces améliorations ne sont pas survenues du jour au lendemain et ne sont certainement pas le fruit du hasard.

Le directeur des installations municipales de la Ville de Dieppe, Luc Saint-Jules, explique que la municipalité a initié, en 2002, le Programme Tripartite des cours d'écoles. Ce programme a vu le jour grâce à l'adoption d'une politique municipale dont l'objectif premier était d'inciter les comités de parents à s'impliquer pour améliorer les installations dans les cours d'écoles.

Le succès du programme est attribuable à un partenariat solide entre la ville, les comités de parents et le gouvernement provincial, par l'entremise du District scolaire. Chaque intervenant injecte une somme d'argent à part égale dans le projet.

« C'est devant les demandes répétées des comités de parents de nos écoles, qui désiraient améliorer les terrains de jeux, que la ville a décidé d'étudier la question, a souligné M. Saint-Jules. Mais dès le départ, il était clair que le conseil de ville était disposé à faire sa part, en autant que la province y participe, car la responsabilité première en ce qui concerne les cours d'écoles relève des districts scolaires ainsi que des comités de parents. »

« Tous ont embarqué dans l'aventure avec le résultat que la Ville de Dieppe a accepté d'injecter une somme maximale de 15 000 \$ par projet, et ce, deux fois par année, tout en s'assurant que les deux autres partis égalent ce montant. Ainsi, en



Sur cette photo, des enfants ont accompagné diverses personnalités, parents et amis, lors de la coupe du ruban marquant l'inauguration officielle d'un terrain de jeux.

l'espace de deux ans, Dieppe a investi une somme globale de 55 000 \$ »

Un programme qui a apporté d'excellents résultats

Parmi les projets réalisés dans le cadre du Programme Tri-partite des cours d'écoles, notons l'amélioration des terrains de jeux des écoles Amirault et Sainte-Thérèse ainsi qu'un sentier pédestre de 1.1 kilomètre, nouvellement développé à la polyvalente Mathieu-Martin. Dieppe avait

prévu dans son budget 2004 la somme d'argent requise pour compléter, avec les deux autres partenaires, la phase 2 des travaux aux écoles Amirault et Sainte-Thérèse.

Pour M. Saint-Jules, le succès du Programme Tripartite ne fait aucun doute. « Les parents sont enchantés par son fonctionnement, la ville y voit une belle participation de la communauté et le district scolaire perçoit un intérêt positif des citoyens pour améliorer les cours d'écoles. Bref, chacun y trouve son compte pour le bien de nos enfants. Sans ce type de partenariat, jamais il n'aurait été possible de réaliser ces projets à cause des considérations financières ».

RÉFLEXION !

« Le plus important, c'est l'égalité des résultats, pas l'égalité des moyens. »

Claude SNOW, Travailleur social de la Péninsule acadienne.

Le Centre de ressources familiales comble un besoin important

On n'insistera jamais assez sur l'importance de la communication, des échanges harmonieux et de la relation privilégiée entre les parents et leurs enfants au début de leur apprentissage. C'est à partir de ces valeurs que le Centre de ressources familiales de la Péninsule acadienne (CRFPA) réussit à convaincre environ 400 familles par année à participer à ses différents programmes.

« Puisque nous organisons de nombreuses activités de groupe, que ce soit à l'intérieur de nos programmes ou par l'entremise de nos différentes sorties, il se crée une belle synergie entre les parents et les enfants. On constate que le papa ou la maman apprécie de passer de beaux moments avec son enfant. En plus, il se tisse des liens d'amitié entre les parents, les enfants, les intervenants communautaires et les bénévoles », a déclaré Lucie Robichaud Cormier, employée au CRFPA.

Notons que le Centre de ressources familiales est une composante du Centre de bénévolat de la Péninsule acadienne. On compte sur un personnel de cinq personnes qui reçoit l'appui d'une dizaine de bénévoles et de contractuels pour assurer la livraison des programmes.

Les services, offerts gratuitement, sont destinés exclusivement aux parents ayant des enfants de 0 à 6 ans. Au CRFPA, on dénombre sept programmes, si on inclut les sorties à l'extérieur, que ce soit du camping familial, une visite à la cabane à sucre ou encore une randonnée à cheval.

Chacune des initiatives du centre vise à répondre aux besoins des parents et enfants. On veut favoriser le plein épanouissement de chaque enfant, en prenant en considération ses talents, ses aptitudes et ses besoins propres, tout en améliorant aussi la capacité des parents à bien entourer leurs enfants.

De beaux témoignages

Régulièrement, en guise d'apprécia-

tion, le personnel du CRFPA reçoit de beaux témoignages. De nombreux parents prennent le temps d'écrire pour exprimer leur satisfaction. À titre d'exemple, voici un témoignage qui reflète bien l'opinion générale des participants.

« En 1999, j'ai commencé à aller aux haltes familiales avec mon fils et ma fille. Je suis une maman à la maison qui s'occupe de toute la famille et la halte familiale m'a donné l'occasion de rencontrer d'autres gens intéressants et de faire socialiser mes enfants avec d'autres amis. Nous avons eu de nombreuses activités en famille durant l'année scolaire et pendant l'été. En plus, toutes ces activités sont gratuites, ce qui est rare de nos jours. J'aimerais dire un gros MERCI aux monitrices qui font un excellent travail » de dire Carole Dugas de Caraquet.

Tout comme ses collègues, Lucie Robichaud Cormier n'est pas insensible face à de si beaux témoignages. « C'est un signe, dit-elle, que nous comblons un besoin important dans la Péninsule et que notre présence est appréciée. Nous devons poursuivre nos efforts et continuer à



Sur cette photo, Rosemonde et Michel Duguay de Caraquet, en compagnie de leurs deux enfants, Camille et Rose-Hélène, lors du camping familial.

demeurer à l'écoute des parents et des enfants. J'aimerais aussi remercier le Centre de bénévolat de la Péninsule acadienne pour son appui constant jour après jour ».



À la halte familiale, on ne manque jamais une occasion de souligner un moment spécial, que ce soit l'Halloween, la fête de Pâques ou comme dans ce cas-ci, la Saint-Valentin. Parents et enfants s'en donnent à cœur joie!

Quelques programmes du CRFPA

Haltes familiales : Ce programme procure un lieu de rencontre entre parents et enfants qui permet aux participants de socialiser, de partager et de participer à des activités dans un environnement sain, paisible et différent.

Bébé grandit : Ce programme est composé de sessions de groupe traitant de divers sujets pour favoriser le bon développement de l'enfant de la naissance à deux ans.

Cuisines collectives : C'est un programme d'activités éducatives qui touchent l'alimentation et la budgétisation. Les rencontres visent à planifier des recettes, faire les achats et préparer cinq mets choisis par les parents.

Artisanat pour parents : Ce programme donne l'occasion aux parents de développer et de mettre en valeur leur côté créatif et artistique, tout en favorisant une meilleure estime de soi.

Un Parc de planches à roulettes pour les jeunes

La jeunesse est importante à Saint-Antoine, une municipalité située au sud-est du Nouveau-Brunswick, au même titre d'ailleurs que pour les autres communautés de la province. Un

groupe de citoyens de cette municipalité a posé un geste qui a fait bien plaisir aux jeunes de la région en créant un parc de planches à roulettes pour tous les mordus de ce loisir. Une activité bien populaire à Saint-Antoine.

« À chaque fois que les gens prenaient une marche sur la rue Principale, ils se faisaient contourner à gauche et à droite, par un grand nombre de jeunes. Ça commençait à devenir dangereux autant pour les marcheurs que pour les jeunes. »

« Avant qu'il survienne une collision malheureuse, et ce, après avoir consulté les étudiants dans les écoles, certaines personnes ont décidé de remédier à la situation en se fixant comme objectif d e

créer un parc pour les amateurs de planches à roulettes. C'est à partir de ce moment qu'est venue l'idée d'élaborer différentes stratégies pour réaliser ce projet. »

C'est Mad. Annick Léger, membre du Comité en Santé de Saint-Antoine, qui raconte cette anecdote. Elle explique les étapes qui ont mené à l'aboutissement du projet.

Organisation de danses sociales pour les étudiants

Afin de recueillir les argents nécessaires pour mettre en place cette nouvelle installation, des citoyens, en collaboration avec le Comité en santé de Saint-Antoine, ont organisé des danses sociales pour les élèves de la 7^e à la 9^e années. Ces soirées se sont déroulées pendant les années scolaires 2001-2002 et 2002-2003. Grâce à cette initiative, le comité a recueilli une somme de 1 500 \$ à 2 000 \$. Un montant additionnel de 600 \$ a été remis par la municipalité.

« Avec cet argent, nous étions prêts à amorcer le projet. Nous avons aussi obtenu l'appui de deux entreprises de la région qui ont généreusement fourni le fer forgé et le bois nécessaires à la réalisation du parc », a souligné Mad. Léger.

Les travaux

À l'été 2002, les promoteurs du projet ont autorisé la construction des rampes et des différents obstacles. La deuxième phase s'est poursuivie pendant la saison estivale 2003 avec l'ajout de nouvelles rampes. Le terrain où est situé le parc est recouvert d'une

couche d'asphalte.

« Nous pouvons être fiers du travail accompli dans ce dossier. Aujourd'hui, Saint-Antoine possède un très beau parc grandement utilisé par les jeunes de la municipalité. Voilà une preuve tangible qu'il est possible de réaliser bien des projets lorsqu'une population décide de travailler la main dans la main », a laissé entendre Annick Léger.



RÉFLEXION !

« Gouverner, c'est maintenir les balances de la justice égales pour tous. »

Franklin D. ROOSEVELT,
Combats pour demain.

